

que feraient ces gens si les circonstances leur étaient plus favorables. Il en coûte tous les ans au pays des centaines de milliers de dollars parce que nous ne faisons pas autant que nous le devrions pour faire disparaître la pauvreté.

• (8:20 p.m.)

Les pauvres au Canada, ce ne sont pas seulement les chômeurs ou ceux qu'un malheur fait vivre de l'aide sociale. Bien des ouvriers dans nos villes, bien des cultivateurs font des salaires à peine suffisants pour vivre, des salaires de crève-la-faim. Ces gens-là vivent ainsi parce qu'ils n'ont pas le genre d'occasions voulues. Pourtant, il y a trois ou quatre mois, le ministre des Finances (M. Benson) déclarait que les Canadiens peuvent vivre avec \$30 par semaine. Il se trouve, monsieur l'Orateur, que des milliers de Canadiens vivent avec moins de \$30 par semaine. Pas le ministre, ni qui que ce soit d'autre au gouvernement. Mais bien des vieillards retraités vivent dans des conditions honteuses.

Nombre de ceux qui ont fondé et construit notre pays sont aujourd'hui forcés de vivre de revenus inférieurs au minimum vital. Il faut changer cela le plus tôt possible. Le gouvernement est en train de punir ces gens-là. Il mène une guerre contre les pauvres au Canada en bloquant l'augmentation des pensions, en créant du chômage et des taux d'intérêt plus élevés, et en encourageant le gel des salaires. Voilà donc seulement quelques-unes des choses qui contribuent à ce que j'appellerais une guerre contre les pauvres.

Le premier ministre a dit aux vieillards pensionnés que si leur pension était augmentée, de ce fait ils ne s'allieraient pas aux autres Canadiens dans la lutte contre l'inflation. Ils contribueraient alors à l'inflation au pays. Voilà ce que le premier ministre a déclaré la veille du jour où on ajoutait quelques nouveaux membres à son personnel et où il allait faire de la plongée sous-marine dans la mer des Caraïbes. Les Canadiens n'accepteront pas cela. Cette politique renferme des contradictions fondamentales qu'il nous faudra changer le plus tôt possible car les Canadiens ne toléreront pas pareil sens des valeurs de son gouvernement.

Il nous faut en venir aux prises avec bien des problèmes, dont toute la question de l'inflation. L'inflation est grave au Canada, mais le remède proposé par le gouvernement est encore pire que la maladie elle-même. Il accentue l'écart entre les riches et les pauvres, entre les disparités régionales et économiques au Canada. Lorsque John Kenneth Galbraith, le célèbre économiste américain, est venu l'an dernier à Ottawa, quelqu'un lui a demandé ce qu'il pensait de la méthode des restrictions

volontaires pour combattre l'inflation. Il a répondu: «Si vous vous imaginez que vous y parviendrez de cette manière, vous vous faites des illusions. Cela ne tient pas debout.» Robert Bourassa, le chef libéral du Québec, dit exactement la même chose au sujet de la politique du parti libéral concernant la lutte contre l'inflation.

Tenter de contrôler l'inflation par des restrictions volontaires est illusoire, pour la raison, entre autres, qu'on n'obtiendra qu'une collaboration limitée de la part du public canadien et des sociétés. Beaucoup de ces petits entrepreneurs, cultivateurs et autres habitants de la campagne ne peuvent, sous prétexte d'expansion, se payer le luxe d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt élevés. Le résultat le plus clair de ce genre de guerre à l'inflation c'est de pénaliser ces gens. Les pauvres seront plus que jamais plongés dans la pauvreté. Entre-temps, les gigantesques sociétés dont la plupart sont largement responsables de la crise inflationniste, connaîtront une expansion accélérée. Les taux d'intérêt élevés ne les touchent pas. Elles se contentent de réinvestir leurs profits et d'accélérer le mouvement. Je pense à des sociétés telles que la General Motors, Weston's et Safeways, par exemple.

Examinons les bénéfices réalisés l'an dernier par ces compagnies et nous allons voir qu'ils ont augmenté. De fait, ils ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que le salaire moyen ou la pension moyenne de nos vieillards. Cette façon d'aborder le problème ne fait qu'élargir le fossé. Tous les faits économiques le prouvent. La plupart des économistes, sauf du côté ministériel, sont du même avis. Il nous faudra changer de méthode, car il est évident qu'elle n'aboutit pas aux résultats voulus.

Il va falloir nous y prendre de façon plus énergique si nous voulons maîtriser l'inflation. Nous devons établir des contrôles dans certains secteurs, peut-être même des contrôles centralisés sur les salaires, les bénéfices et les prix. Cela devra s'accompagner d'une planification économique avantageuse pour tous les Canadiens, non seulement pour quelques privilégiés. Fait important à signaler, l'inflation au Canada provient directement de l'inflation aux États-Unis. Le premier ministre l'a affirmé. Il a déclaré que notre lutte contre l'inflation aurait de bien minces résultats, puisque la plupart de nos problèmes, en matière d'inflation au Canada, proviennent des événements aux États-Unis. Quant à l'inflation aux États-Unis, elle est due pour une large part à la guerre du Vietnam. Il faut mettre fin à cela pour plusieurs raisons. Il est